

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 20 décembre 2022

Nos réf. : SAU/JH/MT n° 22-542

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



**SAS EOLE DE PLAN FLEURY
10700 CHAMPFLEURY**

Code AIOT : 0005704629

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 décembre 2022 dans l'établissement SAS EOLE DE PLAN FLEURY 10700 CHAMPFLEURY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection des Installations Classées a procédé à une visite d'inspection des installations du Parc éolien Eole de Plan Fleury. Cette visite prend place dans le plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement du département de l'Aube.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS EOLE DE PLAN FLEURY
- 10700 CHAMPFLEURY
- Code AIOT : 0005704629
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société BAYWA R.E., dont le siège social est situé, 50 Ter rue de Malte, 75011 PARIS, est l'exploitant autorisé de ce parc. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014332-0008 du 28 novembre 2014 à exploiter le parc éolien implanté sur les communes de CHAMPFLEURY, PLANCY-L'ABBAYE et VIÂPRES-LE-PETIT, composé de 11 aéronogénérateurs de modèle Vestas V110 et 2 postes de livraison électrique. La puissance unitaire est de 2 MW soit une puissance totale du parc de 22MW.

Le parc a été mis en service en août 2017 soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque accidentel
- Suivi environnemental

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
2	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
3	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
4	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
5	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
6	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
9	Mesures de préservation des enjeux environnementaux locaux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 6.1	/	Sans objet
10	Mesures de préservation des enjeux environnementaux locaux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 6.1	/	Sans objet
11	Mesures de préservation des enjeux environnementaux locaux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 6.1	/	Sans objet
12	Mesures de préservation des enjeux environnementaux locaux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le montant de l'actualisation des garanties financières ne correspond pas à celui issu de la formule de l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès aux aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'inspection des installations classées a réalisé un contrôle par sondage au niveau du poste de livraison et des aérogénérateurs E10, E9 et E2. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur inspecté et du poste de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Identification des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : La visite d'inspection s'est réalisée par sondage au niveau du poste de livraison et des aérogénérateurs E2, E9 et E10. Les aérogénérateurs sont bien identifiés par un numéro affiché en caractères lisibles sur leur mât. L'entrée des chemins d'accès vers les plateformes dispose d'un panneau affichant les éléments demandés par le présent article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en oeuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : Par courriel du 29/11/2022, il a été transmis à l'inspection des installations classées les attestations de formations, à jour, du personnel intervenant sur le parc. Un compte rendu des derniers entraînements à la gestion des situations d'urgence sur le parc a été également transmis. Deux scénariis ont été étudiés : <ul style="list-style-type: none">- l'effondrement d'une éolienne,- alarme survitesse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Les aérogénérateurs inspectés sont maintenus propres et aucun entreposage à l'intérieur n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Par courriel du 29 novembre 2022, l'exploitant a transmis son manuel d'entretien. Ce manuel comprend les rapports des différents contrôles et maintenances effectués sur le parc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none">- de mettre en oeuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la société en charge de la maintenance du parc éolien était disponible et formée pour intervenir en cas de fonctionnement anormal de l'installation. La société dispose d'un service d'astreinte 24/24.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"> - d'au moins deux extincteurs situés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.
Constats : Le poste de livraison et les aérogénérateurs inspectés disposent d'un extincteur au pied de l'éolienne. L'exploitant a indiqué qu'un extincteur se trouvait également à hauteur de nacelle dans chaque machine conformément au présent arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 5
Thème(s) : Autre, Montant des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2. [...] <p>L'exploitant réactualise chaque année le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.</p>
Constats : L'exploitant a transmis un acte de cautionnement prenant effet du 1er juillet 2021 au 30 juin 2023. <p>Le présent article indique que le montant des garanties financières doivent être actualisées chaque année selon la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 mentionné. Cependant, le montant fixé (600 549€) ne correspond pas à celui obtenu avec la formule citée précédemment (657 375€ en prenant une valeur INDEXn= 115,9, correspondant à la valeur à retenir pour le mois de juillet 2021 selon l'INSEE). Par ailleurs l'inspection attire l'attention du pétitionnaire que la réactualisation des garanties financières se fait annuellement. L'acte de cautionnement actuel est prévu pour 2 ans.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 9 : Mesures de préservation des enjeux environnementaux locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 6.1
Thème(s) : Autre, Protection des chiroptères
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aménagement des éoliennes Le sol autour des mâts d'éoliennes, dans un rayon minimal de 8 m, est recouvert à l'aide de calcaire concassé et tassé pour limiter le développement de végétation herbacée favorable aux micromammifères. L'emprise au sol des éoliennes (accès, plate-formes, délaissés autour du mât) est stabilisée et compactée. Sous le champ de rotation des pales de éoliennes (rayon de 50 m autour du mât), il est maintenu l'absence de végétation rudérale, de friche, de bandes ou d'ourlets enherbés en bordure de chemin.
Constats : Les plateformes des éoliennes inspectées sont entretenues. Le sol est recouvert de calcaire concassé, compacté. La plateforme est entretenue régulièrement, une inspection visuelle est effectuée tous les mois, les rapports de ces inspections figurent au manuel d'entretien de l'article 19 du présent arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Mesures de préservation des enjeux environnementaux locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 6.1
Thème(s) : Autre, Protection des chiroptères
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivi environnemental Chiroptères L'exploitant met en place un suivi environnemental spécifique aux chiroptères dès la première année suivant la mise en place des machines du fait de la présence identifiée au sein des aires d'étude d'espèces sensibles aux risques de collision éolienne. Ce suivi devra permettre : <ul style="list-style-type: none">- d'estimer la mortalité des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs ;- d'étudier l'évolution de l'activité des chiroptères sur le site suite à la présence du parc éolien (comparer avec l'état initial de l'étude d'impact, préciser les connaissances du territoire, à savoir les périodes de concentration des chauves-souris en fonction des conditions météorologiques et de la probabilité de présence des chauves-souris...) ;- de connaître les impacts directs du parc sur la biodiversité et d'adapter si nécessaire les mesures correctives. Le protocole de suivi environnemental spécifique aux chiroptères doit être communiqué trois mois avant la mise en service du parc. Ce suivi fait l'objet d'un rapport qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Un suivi environnemental a été effectué en 2018. Une étude spécifique du suivi des chiroptères a été réalisée. Celle-ci conclut à une mortalité non significative sur les populations de chiroptères sur le parc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Mesures de préservation des enjeux environnementaux locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 6.1
Thème(s) : Autre, Protection de l'avifaune
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Suivi environnemental Avifaune Pendant la durée d'exploitation du parc un programme de protection des espèces identifiées dans les deux études, axé notamment sur le Busard cendré, le Busard des roseaux, le Busard saint-martin, la buse variable, l'Oedicnème criard, la Grue cendrée, le Hibou des marais, le Milan royal, et la Pie grièche-grise sera mis en place en partenariat avec des écologues. Les porteurs de projet pourront utilement s'appuyer à cet effet sur les spécialistes régionaux des busards - participation aux suivis et le cas échéant aux plans de sauvetage - des nichées de busards, mise en place de conventions avec les mondes agricoles et associatifs. Ce suivi devra notamment permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'estimer la mortalité de l'avifaune due à la présence des aérogénérateurs ; - d'étudier l'évolution de l'activité de l'avifaune sur le site suite à la mise en exploitation du parc éolien (comparer avec l'état initial de l'étude d'impact, préciser les connaissances du territoire...) ; - de connaître les impacts directs du parc sur la biodiversité et de proposer les mesures correctives adaptées en cas d'impacts directs avérés. <p>Le protocole de suivi "Avifaune" doit être communiqué trois mois avant la mise en service du parc. Ce suivi fait l'objet d'un rapport qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Le suivi environnemental effectué en 2018 présente un suivi spécifique de l'avifaune. Ce suivi conclut que la mortalité avifaunistique n'était pas significative sur le parc. Il recommande cependant un suivi spécifique Busard et Oedicnème criard afin de localiser et protéger les nids du dérangement et de la fauche.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : L'inspection attire l'attention de l'exploitant de réaliser un suivi spécifique Busard et Oedicnème criard lors de la prochaine campagne.

N° 12 : Mesures de préservation des enjeux environnementaux locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2014, article 6.2
Thème(s) : Autre, Protection de l'avifaune
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Maintien et aménagement écologique Avant la mise en service du parc éolien, l'exploitant doit s'accorder avec les acteurs locaux afin de participer au maintien et à la gestion conservatoire des habitats patrimoniaux de l'aire d'étude identifiés dans le dossier de demande et au renforcement de ce réseau biologique à l'extérieur du parc projeté. Une convention sur une ou plusieurs parcelles est passée avec un ou plusieurs exploitants agricoles, ainsi qu'avec les communes ou collectivités territoriales, propriétaires ou ayant droit, sur les parcelles désignées pour accueillir cette mesure. La mise en place du renforcement de ce réseau biologique à l'extérieur du parc projeté s'effectue de manière cohérente (corridors et/ou réservoirs biologiques, présence d'axes de migration...), en prenant en compte les potentialités et les contraintes liées à la faune et à la flore du secteur situé autour du parc éolien.[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a mis en place une bande enherbée sur 700 m de long sur la commune d'ALLIBAUDIÈRES (parcelle YD89). Cette bande enherbée était présente le jour de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet